

Cuba et le socialisme du 21^e siècle

mercredi 9 juillet 2008, par [DIVÈS Jean-Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 3 juin 2008).

Après les contributions d'Édouard Diago et François Sabado [1], puis de Mónica Casanova et Yvan Lemaître [2], un troisième point de vue s'exprime ici sur la situation à Cuba et les enjeux que cette question recouvre pour la reconstruction d'une perspective socialiste.

La discussion à propos de Cuba est très importante, et elle l'est encore plus à l'heure où nous participons à la création d'un nouveau parti anticapitaliste, qui aura à se doter d'un nouveau programme. Il n'y a aucun doute, parmi nous, quant à la réalité d'un certain nombre d'acquis de la révolution (indépendance nationale, santé, éducation...), comme à la nécessité de défendre Cuba contre l'impérialisme, en exigeant la levée de l'embargo économique des États-Unis et en dénonçant les différentes manœuvres et ingérences des grandes puissances capitalistes. En revanche, des appréciations divergentes sur la nature de l'État, de son régime politique et des rapports de production auxquels il préside, peuvent avoir des conséquences pour la (re)définition d'un projet révolutionnaire et socialiste, ainsi que sur une politique de solidarité internationale qui doit évidemment être en cohérence avec notre perspective générale.

La Révolution cubaine a-t-elle eu un caractère socialiste, et y a-t-il aujourd'hui, à Cuba, d'une façon ou d'une autre, une forme ou des éléments de socialisme ? Édouard Diago et François Sabado répondent apparemment par l'affirmative. S'agissant des perspectives actuelles, ils estiment qu'« *il sera très difficile, pour Cuba, de maintenir un système socialiste, seul dans le détroit de Floride* ». Mónica Casanova et Yvan Lemaître ne partagent pas ce diagnostic, et leur texte souligne une série de réalités en matière de corruption, de privilèges de la couche dirigeante et de réintroduction de mécanismes de marché. Il faudrait y ajouter l'association des sommets de l'État au capital privé impérialiste, en particulier européen, à travers les entreprises mixtes dirigées par des responsables du Parti communiste et de l'armée, qu'il contrôle étroitement. Dans une étude récente, Janette Habel soulignait le fait que « *l'armée, forte de 50 000 hommes, représente une puissance économique majeure qui investit dans le tourisme, l'agriculture, l'industrie, les télécommunications et contrôle les deux tiers de l'économie* ». Elle relevait aussi que « *certain observateurs [en l'occurrence, la très impérialiste et néolibérale revue *The Economist*] n'hésitent pas à affirmer que les FAR [Forces armées révolutionnaires] sont "les pionniers du capitalisme cubain"* » [3].

Débat de fond

La critique de Mónica et Yvan est cependant obscurcie par leurs affirmations selon lesquelles « *la Révolution cubaine s'est faite sous le drapeau du nationalisme* », « *l'émancipation nationale de Cuba contre l'impérialisme [est] une voie sans issue aujourd'hui, encore plus qu'hier, à l'heure de la mondialisation financière* », tout cela étant supposé refléter « *l'impasse du nationalisme* ». Nier l'internationalisme des premières années de la révolution (et, dans ce cadre, du militant argentin Che Guevara) ne sert à la compréhension ni du processus historique, ni des enjeux actuels. Ce qui a fondamentalement distingué Cuba des autres révolutions dans les pays dépendants, et qui continue de marquer sa singularité, c'est justement le fait que le sentiment anti-impérialiste n'y est pas

étroitement « national » mais, au contraire, indissolublement lié à la perception de la communauté de vie et de destin de tous les peuples de « la patrie latino-américaine ». Sans cette dimension, le régime cubain aurait d'ailleurs eu des difficultés infiniment plus grandes à survivre à la fin de l'URSS et du bloc de l'Est.

Il n'y a pas de démocratie à Cuba. La Constitution du pays établit le monopole politique du Parti communiste cubain (et, par conséquent, la criminalisation des autres partis), de même que son rôle dirigeant sur les différentes organisations de masse, réduites à un rôle de courroies de transmission. Les syndicats sont des auxiliaires des directions d'entreprise, défendant la productivité et la discipline au travail plutôt que les droits des travailleurs. La justification d'un tel rôle est bien connue : dans un pays socialiste, les intérêts de la classe ouvrière et ceux de l'État sont identiques ! Il n'y a pas le droit de grève, et toutes les organisations indépendantes de l'État (syndicales, de femmes, de Noirs, d'homosexuels, des droits de l'Homme, etc.) sont interdites. Mettre en cause le régime signifie risquer de perdre son emploi, voire d'être condamné à la prison. Quant au parti unique, il a tenu son premier congrès en 1975, dix ans après sa création, et en a réuni quatre autres depuis, le dernier en 1997 (un sixième est annoncé pour 2009).

Logiquement, il n'y a pas non plus de pouvoir des travailleurs. Au-delà de la question des seuls « privilèges », la distribution inégale du revenu national signifie nécessairement qu'un secteur de la population, celui qui est en haut de l'État, s'approprie le surtravail de la majorité des travailleurs. En amont de la répartition, il y a surtout la question, déterminante, de qui décide des buts et de l'organisation de la production. Mais la réponse est évidente. Après l'effondrement de l'URSS et de son glacie, la transformation capitaliste de la Chine et du Viêt-nam sous la houlette des partis-États « communistes », et tout ce que ces processus ont révélé de la réalité des rapports sociaux dans les pays dits socialistes, on ne peut définitivement plus s'orienter vis-à-vis de Cuba sans s'interroger sur sa nature de classe. C'est-à-dire tenter de répondre à la question : quelle est la classe (ou couche, ou caste) sociale dominante, et comment cette domination s'exprime-t-elle ?

Quatre voies possibles

La fin du pouvoir personnel de Fidel Castro, que son frère et successeur n'a aucun moyen d'égaliser, a libéré l'expression des différents groupes de pression au sein du parti, reflétant des options et des intérêts différents. Aux « talibans » (selon le terme employé à Cuba même), dont certains lorgnent vers le modèle chinois de développement d'un capitalisme d'État sous le contrôle du Parti communiste, s'opposent des « communistes libéraux », favorables à des réformes de marché graduelles et modérées, à l'image des tentatives menées en Europe de l'Est avant la chute du Mur de Berlin. Une autre voie possible, défendue aujourd'hui par certains intellectuels, mais qui pourrait se renforcer en cas d'inflexion de la politique nord-américaine, lie la démocratisation de la société à ce qui serait en pratique la restauration du capitalisme.

L'option de loin la plus faible est celle qui défend la perspective d'une économie et d'une société fondée sur la propriété collective des moyens de production, contrôlée par le peuple à travers un régime de liberté et de démocratie politique. C'est pourtant la voie que nous devrions défendre, en commençant par réclamer du pouvoir cubain le droit de grève et la possibilité, pour les travailleurs, de s'organiser dans les syndicats et les partis de leur choix.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2259, 03/07/2008.

Notes

[1] « Rouge » n°2241 du 28 février. Sur ESSF : [Cuba : le départ de Fidel](#)

[2] Rouge n° 2247 du 10 avril. Sur ESSF : [Pour que le peuple cubain se réapproprie sa révolution](#)

[3] « Le castrisme après Fidel Castro : une répétition générale », Mouvements (<http://www.mouvements.asso.fr>), n°47/48, septembre-décembre 2006. Sur ESSF : [Le castrisme après Fidel Castro : une répétition générale](#)